

Paris, le 21 mars 2019

Journée Mondiale des Forêts :
le Syndicat du Chocolat et ses entreprises soutiennent l'initiative Cacao et Forêts
pour mettre fin à la déforestation

Les principaux pays producteurs de cacao dont la Côte d'Ivoire et le Ghana, ainsi que les principales entreprises mondiales de chocolat et de cacao, ont élaboré des plans d'action pour mettre fin à la déforestation dans le secteur du cacao et restaurer les zones forestières.

Cela représente une avancée majeure dans le renforcement de la transparence de la filière et la responsabilisation de la chaîne d'approvisionnement afin de réduire son impact sur les forêts d'Afrique de l'Ouest. Ces plans d'action font partie des engagements pris par l'Initiative Cacao & Forêts, lancée en novembre 2017 lors de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques à Bonn, en Allemagne.

Les plans d'action se concentrent sur :

- La protection et la restauration des forêts,
- La production durable de cacao et les moyens de subsistance des agriculteurs,
- L'accompagnement des communautés qui produisent du cacao.

Les gouvernements et les entreprises se sont engagés à ne plus convertir aucune terre forestière pour la production de cacao. Ils se sont engagés à éliminer la production illégale de cacao dans les zones protégées, dans le cadre d'une application plus stricte des politiques forestières nationales et du développement de moyens de subsistance alternatifs pour les agriculteurs touchés. Ces actions combinées joueront un rôle crucial dans la lutte contre le changement climatique mondial et local, conformément à l'accord de Paris sur le climat.

En Côte d'Ivoire, les actions s'appuient sur la nouvelle Déclaration de politique de préservation, de réhabilitation et d'extension des forêts, adoptée par le gouvernement en mai 2018. Parmi les priorités stratégiques, se trouvent l'adoption du nouveau code forestier (soumis à l'approbation finale de l'Assemblée nationale en décembre 2014). Avril 2019), la création d'un Fonds national de préservation et de réhabilitation des forêts, le développement et la mise en œuvre du système national de traçabilité du cacao et la mise en œuvre de projets pilotes dans cinq régions prioritaires.

Au Ghana, les actions s'appuient sur le programme REDD + qui vise à réduire de manière significative les émissions de gaz à effet de serre provenant de la déforestation et améliorer les stocks de carbone par le biais d'une gestion durable des forêts. Les actions prioritaires consistent à mettre fin à la dégradation des forêts dans six zones géographiques, à améliorer les rendements en cacao grâce à l'adoption de pratiques écologiquement responsables et à renforcer la cartographie de la chaîne d'approvisionnement.

Trente-trois sociétés*, représentant environ **85% de la consommation mondiale de cacao**, ont rejoint l'Initiative Cacao & Forêts. Chaque entreprise a achevé son plan d'action initial et a précisé les mesures qu'elle prendra entre 2018 et 2022 pour mettre fin à la déforestation et restaurer des zones forestières. Ces plans initiaux seront mis à jour en 2019 lorsque les gouvernements auront achevé plusieurs étapes en cours, notamment la révision des politiques et réglementations relatives à l'utilisation des terres, la cartographie des zones protégées et la collecte de données clés sur les forêts et l'utilisation des terres.

La World Cocoa Foundation a publié aujourd'hui les plans initiaux consolidés des sociétés pour la Côte d'Ivoire et le Ghana. Chaque entreprise dévoilera publiquement son plan initial individuel au cours des trois prochaines semaines. Les entreprises et les gouvernements commencent dès maintenant à mettre en œuvre des actions clés sur le terrain pour mettre fin à la déforestation dans les zones les plus importantes sur le plan écologique.

* Les entreprises ayant signé le cadre d'action de l'initiative Cocoa & Forests sont: Arysta Callivoire, Barry Callebaut, Société Blommer Chocolate, Cargill Cacao et Chocolat, Cémoi, Chocolats Halba, Cocoonect, Chocolatiers Cococo, Groupe ECOM, Fazer, Ferrero, Général Mills Inc., Godiva Chocolatier Inc., Guittard Chocolate Company, The Hershey Company, Indcresa, Groupe Lindt & Sprüngli, Marks & Spencer Food, Confiserie Mars Wrigley, Meiji Co. Ltd., Mondelēz International, Nestlé, Olam Cocoa, PBC Limitée Sainsbury's, SIAT, Tesco, le groupe Toms, Touton, Tree Global, Unilever, Valrhona et JH Whittaker & Sons.

Contexte

La Côte d'Ivoire et le Ghana, qui produisent environ 65% de la production mondiale de cacao, ont perdu respectivement 17% et 13% de leur couvert forestier entre 2001 et 2017, principalement en raison de l'empiètement de l'agriculture. On estime qu'au moins 2,3 millions d'hectares de forêts tropicales humides de Haute-Guinée en Côte d'Ivoire et au Ghana ont été défrichés pour les exploitations cacaoyères entre 1988 et 2007.

En réponse, les principales sociétés de cacao et de chocolat du monde, ainsi que les gouvernements de la Côte d'Ivoire et du Ghana, se sont réunis en 2017 pour lancer l'Initiative Cocoa & Forests. L'initiative a été coordonnée par la World Cocoa Foundation, IDH (Initiative pour le commerce durable) et l'Unité internationale de la durabilité du Prince de Galles.

Cette initiative a bénéficié du soutien de plusieurs partenaires de développement mondiaux, notamment le Département du développement international du Royaume-Uni, le Ministère néerlandais des affaires étrangères, le Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement, la Banque mondiale, la Société financière internationale et le Fonds pour l'environnement mondial. et le Programme des produits verts du Programme des Nations Unies pour le développement.

L'initiative est étroitement coordonnée avec un large éventail d'organisations et de partenariats environnementaux mondiaux et locaux, notamment l'Alliance des forêts tropicales 2020, le Partenariat pour la déclaration d'Amsterdam, les Partenariats pour les forêts, Rainforest Alliance et le World Resources Institute.

A propos du Syndicat du Chocolat :

Le Syndicat du Chocolat regroupe 90 entreprises, de la PME familiale à la multinationale, qui produisent et commercialisent du chocolat. Il s'agit d'entreprises de première et deuxième transformation, fabricants de produits finis, réseaux de boutiques de chocolat ayant plus de 10 magasins.

Créé il y a près d'un siècle et demi, le Syndicat du Chocolat représente 85% du secteur et plus de 30 000 emplois. Ses missions : accompagner les entreprises pour agir collectivement sur les grands enjeux sociétaux et environnementaux de la filière – notamment en matière de qualité produits - garantir la durabilité du chocolat et le promouvoir dans toute sa diversité auprès des consommateurs.

Contact presse : Géraldine Clatot 06 87 81 16 11